



Conseil économique et social

Distr. générale
9 mars 2012
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Reprise de la session de 2012
21 au 30 mai et 8 juin 2012

**Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010
d'organisations non gouvernementales dotées du statut
consultatif auprès du Conseil économique et social,
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil**

Note du Secrétaire général



Table des matières

	<i>Page</i>
1. American Conservative Union	3
2. Asia Pacific Women's Watch	4
3. Coalition asiatique des organisations non gouvernementales pour la réforme agraire et le développement rural	5
4. Association médicale des Caraïbes	7
5. Centre indien pour l'environnement et le développement durable	7
6. Civil Resource Development and Documentation Centre	9
7. Community-Based Rehabilitation Network (Asie du Sud)	11
8. Concern Worldwide US	12
9. Association DEVNET	14
10. Économistes pour la paix et la sécurité	16
11. Euromontana	17
12. Centre européen pour le droit et la justice	18
13. Fédération des associations d'anciens fonctionnaires internationaux	21
14. Focus on the Family (Canada)	23
15. Howard Center for Family, Religion and Society	25

1. American Conservative Union

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

L'American Conservative Union estime que la Constitution des États-Unis d'Amérique est la meilleure charte politique créée à ce jour par les hommes pour se gouverner et que la Constitution est conçue pour garantir le libre exercice des droits inhérents à l'individu via une stricte limitation du pouvoir du gouvernement.

Buts et objectifs de l'organisation

Fondée en 1964, l'organisation représente les vues des Américains intéressés par la croissance économique via une baisse des impôts et une réduction des dépenses publiques ainsi que par les questions concernant la liberté, la responsabilité personnelle, les valeurs traditionnelles et la sécurité nationale.

Voix conservatrice de l'Amérique, cet organisme joue un rôle de pointe pour ce qui est de proposer des positions conservatrices sur des questions liées aux Congrès, fonctionnaires, administrations publiques, médias, candidats politiques et grand public.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'American Conservative Union a depuis longtemps un profond intérêt pour les questions ayant une incidence sur la liberté personnelle. La compétence de l'organisation s'étend aux questions liées aux femmes et enfants, ainsi qu'aux enjeux où les droits conférés par la Constitution des États-Unis font débat.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période à l'examen, le principal délégué de l'organisation auprès des Nations Unies a participé aux réunions du Comité préparatoire pour la rédaction du Traité sur le commerce des armes, aux troisième et quatrième réunions biennales des États sur les armes légères ainsi qu'aux réunions de la Première Commission organisées en 2010.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'American Conservative Union est toujours disposée à offrir des services aux Nations Unies, en particulier au Conseil économique et social.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'American Conservative Union défend les objectifs du Millénaire pour le développement lorsqu'ils vont dans le sens de sa déclaration de principes et de sa déclaration de Sharon.

Informations supplémentaires

Aucune

2. Asia Pacific Women's Watch

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

L'Asia Pacific Women's Watch est un réseau régional de groupes de femmes qui surveillent et collaborent avec les Nations Unies, les gouvernements nationaux et les organisations non gouvernementales (ONG) à l'autonomisation des femmes et à la promotion de leurs droits fondamentaux. Elle est représentée dans cinq sous-régions : Asie centrale, Asie de l'Est, Pacifique, Asie du Sud et Asie du Sud-Est. Y participent également les représentants de chacun des trois grands réseaux internationaux de femmes : Asia Pacific Forum on Women, Law and Development, Isis International et Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women.

Buts et objectifs de l'organisation

Animée par la mission de promouvoir l'égalité des sexes, le développement et la paix, l'organisation vise à : surveiller et faire campagne pour que soient pris en compte les points de vues des femmes d'Asie et du Pacifique dans les documents et processus internationaux; promouvoir l'intégration des questions relatives aux femmes dans toutes les structures de prise de décisions; diffuser l'information sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés dans la promotion de la situation des femmes; renforcer les capacités en technologies des communications, stratégies médias et mobilisation des pouvoirs publics; accroître le leadership des femmes et leur prise de décisions en matière de rétablissement de la paix; faire campagne pour éliminer toutes les formes de discrimination et de violence à l'encontre des femmes; encourager le développement durable fondé sur les droits; enfin, œuvrer à la justice économique en faveur des femmes.

Changements à signaler

En 2010, avec la nomination d'une nouvelle Présidente, Sepali Kottegoda (Sri Lanka), et Vice-Présidente, Carole Shaw (Australie), le secrétariat de l'organisation a été transféré de Tokyo à Colombo.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a accueilli plusieurs ateliers et forums régionaux qui ont apporté des contributions directes aux Nations Unies et forums des ONG, concernant entre autres le resserrement de la coopération ONU/ONG et la promotion de l'égalité des sexes dans la région Asie-Pacifique (2007); la parité des sexes et les politiques publiques dans la région Asie-Pacifique (2009); l'aptitude des médias à faire avancer les campagnes féministes en vue d'éliminer la violence à l'égard des femmes et des enfants (2009); la dimension antisexiste des conflits armés (2010); les sexospécificités et le changement climatique dans la région Asie-Pacifique (2010); enfin, les activités économiques non formelles des femmes vivant dans les régions affectées par les conflits. L'organisation a également participé au Forum Asie-Pacifique des ONG pour Beijing +15 sur le thème « Tisser la sagesse, faire face aux crises et façonner l'avenir » (2009).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2007-2010. Les représentants ont participé aux cinquantième à cinquante-quatrième sessions de la Commission de la condition de la femme à l'occasion desquelles ils ont fait des déclarations pour le compte de l'Asia Pacific Caucus. Les représentants ont également participé à des réunions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes où les rapports des pays ont été débattus.

2009. Les représentants de l'organisation ont participé à un forum sur la condition des femmes organisé à Bangkok en octobre 2009.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation a bénéficié du soutien financier de la part de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) pour que ses représentants assistent aux cinquantième à cinquante-quatrième sessions de la Commission de la condition de la femme et participent à une réunion organisée à Dhaka en 2010 pour commémorer la Déclaration et le Programme d'action de Beijing.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a travaillé sur l'état des indicateurs reliant l'égalité des sexes avec les objectifs de certains pays d'Asie du Sud-Est (2007).

Informations supplémentaires

Les organisations représentées au Comité directeur de l'Asia Pacific Women's Watch, comme le Southeast Asia Women's Watch, le Japan Women's Watch et le South Asia Women's Watch, participent à des évaluations et études périodiques sur la surveillance de l'application des objectifs, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et les autres conventions et cadres des Nations Unies dans les pays des régions respectives. Les organisations membres du Comité directeur collaborent également étroitement avec les organisations régionales comme le Comité d'action internationale pour la promotion de la femme, Asie-Pacifique et l'Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women.

3. Coalition asiatique des organisations non gouvernementales pour la réforme agraire et le développement rural

Statut consultatif spécial octroyé en 1991

Introduction

Créée en 1979, la Coalition asiatique des organisations non gouvernementales pour la réforme agraire et le développement rural est une association régionale regroupant 20 ONG nationales et régionales en Asie participant activement à la sécurité alimentaire, à la réforme agraire, à l'agriculture durable et aux activités du développement rural via des débats sur les mesures à prendre par les pouvoirs publics et les programmes sur le terrain.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour vision de favoriser la mise en place de communautés rurales asiatiques dynamiques, pacifiques et diverses vivant en harmonie avec la nature comme gestionnaires de la terre et dont les membres sont à même d'accomplir leur plein potentiel humain, traçant collectivement leur propre voie de développement, pourvoyant à leurs besoins présents et futurs et procédant au partage équitable des fruits de leurs travaux lors de célébrations communautaires de la vie. La mission de l'organisation est de catalyser, consolider et améliorer les énergies et les capacités des ONG asiatiques dans les réponses aux enjeux et les réformes des institutions ayant un impact sur elles.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Les programmes de la Coalition asiatique des organisations non gouvernementales pour la réforme agraire et le développement rural s'articulent autour de la réduction de la pauvreté, de l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages, via les échanges sur les mesures à prendre, et l'amélioration des capacités des ONG et des communautés rurales. L'organisation a conduit des études de pays et des programmes de formation, notamment pour les représentants de gouvernement et d'autres ONG, sur la réforme agraire, l'agriculture durable et la gouvernance locale. Les ateliers régionaux sur l'accès des femmes à la propriété foncière, l'appropriation illicite de terres et la sécurité alimentaire ont également été organisés, rassemblant les représentants des organisations de la société civile, des ONG, des organisations intergouvernementales et de gouvernements.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à des conférences mondiales et régionales ainsi qu'à des dialogues au niveau national de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Elle a également participé aux réunions de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable prévue en 2012. L'organisation est intervenue en qualité de spécialiste lors de la huitième réunion annuelle de l'ONU et des points focaux des organisations internationales de la société civile, organisée conjointement par le Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales et la Banque asiatique de développement.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation sont axées sur la contribution à la réalisation des objectifs 1, 7 et 8 via des travaux de synthèse, le renforcement des capacités et des mécanismes d'ouverture/renforcement pour la participation efficace des individus sur ces questions. Elle organise une campagne régionale sur la réforme foncière et joue actuellement un rôle de rassembleur de l'Alliance asiatique contre la faim et la malnutrition au niveau régional.

4. Association médicale des Caraïbes

Statut consultatif spécial octroyé en 1999

Introduction

L'Association médicale des Caraïbes est dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Pendant la période à l'examen, l'Association a entrepris plusieurs activités internationales ayant contribué aux activités du Conseil et des Nations Unies en :

- Accueillant un congrès médical annuel sur les aspects visant à développer une meilleure santé pour la population;
- Accueillant un congrès annuel sur le thème « Le Club des 120 ans ».

Les congrès consistent notamment en rassemblements de médecins, infirmières, agents techniques de santé, secrétaires et délégués originaires non seulement de la région caraïbe mais également du monde entier.

Les points à l'ordre du jour des congrès concernent la participation du personnel de la santé en réponse aux catastrophes naturelles, les personnes âgées et les grands problèmes de santé.

Les échanges de coopération se sont organisés avec les autres organisations caraïbes et des organisations des autres régions pour promouvoir l'expérience cubaine, y compris dans le cadre d'entreprises visant à créer des produits cubains biotechnologiques.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association n'a pas eu l'appui économique requis pour participer à l'une quelconque des réunions.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

La coopération de l'Association avec les institutions des Nations Unies, en particulier l'Organisation panaméricaine de la santé, a appuyé les activités de l'ONU.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'association n'a pas travaillé directement à la mise en œuvre de tous les objectifs, mais elle a œuvré activement à la réalisation des objectifs 3, 4, 5 et 6.

5. Centre indien pour l'environnement et le développement durable

Statut consultatif spécial octroyé en 1999

Introduction

Le Centre indien pour l'environnement et le développement durable a été créé en avril 1993 par un groupe de défenseurs de l'environnement et du développement, mû par les suites données au Sommet Planète Terre organisé à Rio de Janeiro au

Brésil en 1992. Le Centre est devenu plus conscient de la gravité de la dégradation environnementale et de la nécessité d'œuvrer à la protection de la Terre mère. Sa vision consiste en un nouveau modèle de développement qui soit viable du point de vue économique, social, politique, environnemental et culturel, et qui satisfasse les besoins fondamentaux pour tous ceux qui défendent les valeurs de l'égalité, de la justice et de l'intégrité.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Le Centre a principalement insisté sur le septième objectif du Millénaire pour le développement, visant en particulier à garantir la viabilité du point de vue écologique.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la réunion d'application régionale pour l'Asie et le Pacifique de la seizième session de la Commission du développement durable, organisée à Jakarta les 26 et 27 novembre 2007.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Le Centre a participé à un atelier national de consultation et planification sur la surveillance des objectifs du Millénaire pour le développement en Inde, tenu à New Delhi les 29 et 30 septembre 2008. Organisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la consultation avait pour objectif d'examiner les méthodologies de surveillance existantes des citoyens et de la société civile afin de formuler une approche pratique de la surveillance ainsi qu'un cadre composite de surveillance des progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs au niveau infranational.

Le Centre a également assisté à une conférence internationale sur le thème « Global partnership for development: where do we stand and where to go », ayant mis l'accent sur l'objectif 8 et organisée par Consumer Unity and Trust Society International (CUTS) à New Delhi les 12 et 13 août 2008.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

- Le Ministère de l'environnement et des forêts du Gouvernement de l'Inde a sélectionné le Centre comme une des organisations partenaires dans la mise en œuvre de la campagne nationale de sensibilisation à l'environnement depuis 2006;
- Le Centre a participé à la première manifestation de sensibilisation sur la gestion des déchets solides, tenue le 20 avril 2007 à Kottayam dans l'État du Kerala en Inde;
- Le Centre a organisé un sentier d'initiation à la nature dans le Kumarakom dans l'État du Kerala le 29 mars 2008, lequel comprenait un voyage par bateau dans les eaux mortes de la région de manière à mieux sensibiliser et offrir une formation à l'identification de la flore et de la faune pour la préparation d'un registre de la biodiversité;
- Le Centre a tenu un atelier pour les enfants sur le changement climatique lors d'un séminaire du secondaire à Kottayam le 11 février 2009. Cinquante-deux étudiants ont été sélectionnés pour assister à l'atelier;

- Le Centre a également tenu un séminaire sur le changement climatique à l'University College of Teacher Education à Elanthoor dans l'État du Kerala le 9 février 2010.

6. Civil Resource Development and Documentation Centre

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

Le Civil Resource Development and Documentation Centre au Nigéria est une ONG indépendante et à but non lucratif créée en 1996 et enregistrée sous la partie C de la loi *Companies and Allied Matter Act* de la Fédération du Nigéria de 1990. Elle vise à protéger et promouvoir les droits de l'homme et les droits fondamentaux des femmes ainsi que le renforcement de la société civile. L'organisation est également attachée à l'institutionnalisation de la bonne gouvernance, l'égalité des sexes et l'état de droit au Nigéria. Sa vision est celle d'un monde où les droits de l'homme sont garantis, protégés et concrétisés sur la base de l'égalité et de la non-discrimination.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a été créée pour garantir et défendre les droits de l'homme et les droits fondamentaux des femmes, et pour renforcer la société civile. Elle est également foncièrement attachée à l'institutionnalisation de la bonne gouvernance, l'égalité des sexes et l'état de droit au Nigéria.

Changements à signaler

Aucun

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Le Civil Resource Development and Documentation Centre est en pointe dans les efforts de mise en œuvre des traités de l'ONU.

Par exemple, l'organisation a contribué à la formation de la National Coalition on Affirmative Action dont elle est le coordonateur national. L'organisation a œuvré à la promotion de l'égalité des sexes ainsi qu'à l'autonomisation des femmes et, en partenariat avec la Coalition, s'est employée à transposer la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans le droit fédéral et à faire adopter dans 15 États le projet de loi sur l'égalité des sexes et des chances à l'appui de la mise en œuvre de la Convention. L'organisation s'est affiliée à un projet de discrimination positive qui préconise l'adoption d'un projet de loi luttant contre la violence à l'égard des femmes.

Le Civil Resource Development and Documentation Centre a également participé à des efforts de sensibilisation pour ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. En collaboration avec une autre ONG africaine, HURINET, l'organisation représente l'Afrique au sein de la Coalition pour la Cour pénale internationale.

L'organisation est un membre fondateur de la Coalition pour la Cour pénale internationale du Nigéria et siège à son conseil d'administration. La Coalition pour

la Cour pénale internationale du Nigéria cherche à s'approprier et faire connaître le Statut de Rome à un plus large public au Nigéria, de manière à en transposer les dispositions dans sa législation nationale, et à organiser des programmes appuyant l'action de la Cour pénale internationale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a été représentée lors de la réunion d'un groupe d'experts sur les bonnes pratiques en matière de législation afin de lutter contre la violence à l'égard des femmes, organisée à Vienne du 26 au 28 mai 2008. Elle a participé aux réunions stratégiques de la Cour pénale internationale, tenues à La Haye du 21 au 27 mars 2009, ainsi qu'au panel de la conférence consultative de la Cour pénale internationale. Elle a également été représentée en 2010 à l'occasion de l'examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Le PNUD a été en partenariat avec l'organisation dans le cadre d'un projet sur le thème « Ponts pour mettre un terme à la violence à l'encontre des femmes comme stratégie de prévention du VIH et de réduction de la stigmatisation ».

L'organisation a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour assurer l'adoption de la loi sur les droits des enfants (qui transposait les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant dans la législation nationale). Dans le cadre de cet effort conjoint, l'organisation a rédigé le projet de loi sur le droit des enfants pour les dix États de la zone A du bureau de pays de l'UNICEF. La Convention a été promulguée dans tous les États à l'exception d'un seul.

L'organisation a collaboré, tout en bénéficiant de son aide, avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) à un projet relatif aux droits des femmes à la propriété et à l'héritage dans le contexte du VIH/sida. Le projet a visé à aider les femmes atteintes du VIH/sida ainsi que les prestataires de service à élargir l'accès des femmes à ces services.

L'organisation a également été aidée par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour la mobilisation du corps législatif en vue de l'adoption du projet de loi contre la stigmatisation dans l'État de l'Ebonyi.

L'organisation a collaboré avec le bureau de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour organiser un programme de formation à l'intention des assistants juridiques en 2009.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Le Centre a participé à des partenariats avec d'autres organisations pour inscrire les droits en matière de procréation dans les programmes d'enseignement scolaire des facultés de droit des universités nigérianes. Il a mis en œuvre un projet en cours sur la promotion des droits fondamentaux et des droits des femmes, l'égalité des sexes et la bonne gouvernance au Nigéria.

7. Community-Based Rehabilitation Network (Asie du Sud)

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

Le Community-Based Rehabilitation Network (Asie du Sud) est un mouvement international œuvrant à l'instauration d'un solide réseau de collaboration entre gouvernements, organisations de la société civile (ONG, organisations de personnes handicapées et organisations communautaires, notamment) et universités en faveur des personnes handicapées pour promouvoir les programmes communautaires de réadaptation et d'éducation à l'intention de celles-ci (notamment l'éducation spéciale), l'équité pour les femmes handicapées et la prise en compte du handicap dans les programmes de développement.

Buts et objectifs de l'organisation

Le réseau de l'organisation s'articule en premier lieu autour des besoins. Ses principales activités sont notamment les partenariats, les publications, ainsi que les activités de politique générale et de sensibilisation; le développement des technologies; l'éducation intégratrice; les groupes d'entraide pour les femmes handicapées; les groupes d'entraide pour les familles ayant une personne handicapée parmi leurs membres; les groupes d'entraide pour les personnes âgées; les programmes internationaux de développement des ressources humaines conduits en collaboration avec les universités; enfin, la formulation de chartes des droits des personnes handicapées.

Changements à signaler

L'organisation est devenue membre du Partenariat mondial pour les questions d'invalidité et de développement, et son conseiller régional a été élu au Conseil du partenariat. L'organisation a également ouvert une antenne en Afghanistan.

La charte de l'organisation a été remaniée à la lumière de la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies de manière à forger une vision fondée sur les droits pour la promotion des sociétés ouvertes en Asie du Sud. L'enregistrement obligatoire des personnes handicapées au niveau du village a été mise en place via des recherches-actions.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a contribué à la traduction de la Convention en neuf langues d'Asie du Sud. Une version audio a été enregistrée à l'usage des malvoyants. Un manuel de réadaptation communautaire a été élaboré pour éclairer les gouvernements et les sociétés civiles en vue de la prise en compte de la question du handicap dans les programmes de développement fondés sur les droits en Asie du Sud.

Un programme international de formation en ligne ainsi qu'un programme d'éducation intégratrice ont été conduits par l'organisation, atteignant plus de 400 personnes provenant de 17 pays.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions du Conseil à New York en 2010.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation collabore étroitement avec le Partenariat mondial pour les questions d'invalidité et de développement créé par un Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation procède à la mise en place du registre des invalidités et de l'enregistrement civil au niveau du village en collaboration avec les administrations publiques. L'initiative a pour principal objectif d'intégrer les questions du handicap au niveau des administrations locales dans tous les grands programmes de développement. Le registre élabore un profil systématique des gouvernements locaux chargés de mettre en œuvre des objectifs au niveau local et instaure une base de données des prestataires de service ainsi qu'une base de données sur les handicaps qui proposent également des bilans sur les besoins et les droits.

8. Concern Worldwide US

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

Concern Worldwide US est une organisation affiliée à Concern Worldwide, dont elle représente le réseau international à l'ONU.

Buts et objectifs de l'organisation

Concern Worldwide est une organisation bénévole laïque qui a à cœur de secourir, aider et faire avancer les populations dans le besoin dans les régions peu développées, tout en mettant l'accent sur les populations les plus pauvres dans les pays où elle intervient.

Sa mission vise à aider les populations vivant dans la pauvreté absolue à apporter des améliorations majeures et durables à leur existence sans être toujours tributaires de son aide.

Changements à signaler

Concern Worldwide a vu une sensible amélioration de son financement au cours des quatre dernières années. C'est ainsi que l'organisation a vu croître sa taille et ses ressources humaines.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Concern est membre actif d'un certain nombre d'équipes de pays humanitaires et a participé activement à la coordination par groupes sectoriels dans les secteurs pertinents au niveau des pays, notamment lors du tremblement de terre de 2010 à Haïti, des inondations de 2010 au Pakistan, de l'actuelle crise alimentaire mondiale dans la Corne de l'Afrique et des activités en cours de programmation des opérations d'urgence au Tchad et au Soudan.

L'organisation fournit actuellement une aide humanitaire et élabore des programmes de développement durable dans 25 des pays les plus vulnérables du monde, bénéficiant à plus de 9 millions de personnes par an. Elle collabore

étroitement avec de multiples acteurs de l'ONU, notamment le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF, le Conseil des droits de l'homme et le PNUD.

Les activités de collaboration sont notamment la fourniture d'une formation et de matériels pédagogiques, la gestion des camps dans les situations d'urgence, l'élaboration de programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les projets de protection sociale, les interventions en faveur de la nutrition et l'élaboration de programmes liés à la protection.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à des réunions des entités suivantes, entre autres, pendant la période à l'examen :

- Conférence du Groupe de travail « Sauver des vies ensemble », à Genève en octobre 2009;
- Comité de la sécurité alimentaire mondiale, à Rome en 2009 et 2010;
- Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, à New York en septembre 2010;
- Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, à Dublin en mai 2010;
- Fonds central pour les interventions d'urgence, en 2009;
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires, à New York tous les mois en 2008 et 2009;
- Groupe de travail du Comité permanent interorganisations, réuni à Genève en 2010.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation a collaboré notamment avec les entités suivantes :

- UNICEF sur un projet d'amélioration de la santé et des taux de survie des femmes et des enfants du District du Sunamjanj au Bangladesh, 2010;
- PNUD sur un projet d'élaboration de programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement au Katanga, en République démocratique du Congo, 2010;
- UNICEF sur un projet de nutrition du jeune enfant au Karamoja en Ouganda, 2010;
- Comité permanent interorganisations sur le rapport d'évaluation semestriel relatif à Haïti en juillet 2010;
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en vue de fournir une aide d'urgence au Tchad, en cours depuis 2007;
- HCR pour la gestion de camps d'UmShalaya au Soudan, 2008 à 2010;
- HCR pour fournir des articles non alimentaires dans les localités de Kulbus et Krenick du Darfour-Ouest, 2008;
- PNUD pour élaborer des programmes de relèvement et de réhabilitation dans l'Aweil oriental et les comtés occidentaux de l'ancien Sud-Soudan, 2007-2008;

- UNICEF pour élaborer des programmes de nutrition dans les zones urbaines du Kenya, 2008 à 2010;
- UNICEF pour mettre en place des centres d'apprentissage transitoire à Haïti, 2010.

9. Association DEVNET

Statut consultatif général octroyé en 1995

Introduction

Buts et objectifs de l'organisation

DEVNET s'emploie à créer, promouvoir et appuyer des partenariats et des échanges entre organisations de la société civile, pouvoirs publics au niveau local et entrepreneurs dans le monde pour appuyer le développement économique, la justice sociale, la durabilité du point de vue écologique, l'égalité des sexes, la capacité de résistance aux catastrophes naturelles et la paix.

L'organisation a été active dans les principaux domaines suivants :

- **Appui aux PME.** L'organisation a aidé à élaborer des systèmes d'informations technologiques et commerciales pour ouvrir des perspectives de développement et d'activité parmi les entreprises des pays en développement. L'extension des systèmes de technologies de l'information et des communications a directement affecté la compétitivité, la croissance et la rentabilité des entreprises basées en Afrique, Asie, Europe orientale et Amérique latine. À ce jour, on estime à 300 000 les PME dans ces régions ayant bénéficié directement ou indirectement des activités du système de promotion des informations technologiques et commerciales exécuté par DEVNET;
- **Renforcement des capacités pour le développement.** L'organisation a aidé les gens provenant de pays en développement à se doter des aptitudes de base leur permettant d'être mieux à même de réussir sur leur lieu de travail ou de démarrer leurs propres entreprises, via, par exemple, des programmes de formation aux technologies de l'information et des communications par la mise en place d'environnements/classes d'apprentissage multiculturels physiques et virtuels animés par des formateurs expérimentés;
- **Réduction des inégalités entre les sexes.** L'organisation s'est employée à stimuler l'autonomisation sociale et économique des femmes dans les pays en développement afin de réduire les inégalités entre les sexes. Elle a été très active dans ce secteur durant la décennie écoulée, en particulier en Asie, en Europe orientale et en Amérique latine, où elle a œuvré au développement de chaînes de détaillants pour les femmes ainsi qu'à une meilleure intégration des femmes dans l'économie mondiale, en repérant les possibilités d'élargir leur accès au travail, au crédit et aux nouveaux marchés; par exemple, dans le monde, quelque 17 000 femmes, principalement issues des secteurs marginalisés de la société en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ont directement bénéficié des activités du Programme WINNER mis en application par DEVNET.

Changements à signaler

Avec l'essor d'Internet, DEVNET a infléchi son action en passant de la fourniture d'informations à la formation et à l'ouverture de perspectives d'une nouvelle classe d'entrepreneurs. L'organisation vise à présent à aider les PME dans le domaine de la technologie verte. Du fait de sa position unique en Chine, où l'organisation disposait de son propre pavillon durant l'Expo universelle de 2010 organisée à Shanghai, elle entend jouer un rôle spécial dans le cadre d'un plan quinquennal pour l'introduction et l'application de la technologie verte.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Lors des deux dernières décennies, avec les agences du système des Nations Unies et la Commission européenne et en partenariat avec près de 200 organisations internationales/régionales/nationales dans le monde, DEVNET a mis en œuvre des activités pour promouvoir le développement social et économique des pays en Afrique, en Asie, en Europe centrale et orientale et en Amérique latine.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2008, l'organisation a participé aux événements suivants : débat de l'Assemblée générale sur la crise financière; réunion sur le thème « Partage égal des responsabilités entre les femmes et les hommes, y compris les soins donnés dans le contexte du VIH/sida »; et activités organisées pour la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. En 2009, l'organisation a participé à : une réunion de synthèse à l'occasion de la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme; une réunion de la Commission du développement durable; enfin, une réunion sur l'incidence mondiale des migrations sur les femmes âgées.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes et le forum du Programme des Nations Unies pour les établissements humains sur la réduction des risques de catastrophe organisé à Shanghai du 28 au 31 juillet 2010.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

DEVNET a mis l'accent sur les activités visant à promouvoir les mesures axées sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier concernant la réduction de la pauvreté ainsi que l'intégration sociale et le développement durable en Amérique latine, en Asie et en Afrique.

À la suite des actions mises en œuvre par le projet WINNER, de grandes améliorations ont été apportées aux activités de femmes, notamment le développement des entreprises de femmes, mais également le statut social et la situation économique des exploitantes d'entreprises.

Le Programme WINNER a permis de former certaines femmes pour accroître leur estime de soi en tant qu'individus ainsi que leur confiance en elles comme gestionnaires/propriétaires de leurs entreprises. Pour d'autres femmes, il est encore nécessaire de poursuivre le perfectionnement de leurs qualités d'entrepreneur pour leur permettre de survivre à la concurrence sur le marché. Toutes les activités visent

à améliorer le rôle des femmes dans la famille ainsi que leur statut et leur responsabilité dans la société.

Informations supplémentaires

Le Pavillon de DEVNET lors de l'Expo universelle de 2010 s'est vu attribué une note élevée par le comité organisateur compte tenu de son contenu, du nombre de ses visiteurs, des activités conduites ainsi que des commentaires et réactions des visiteurs.

10. Économistes pour la paix et la sécurité

Statut consultatif spécial octroyé en 1995

Introduction

Économistes pour la paix et la sécurité œuvre à la promotion de solutions non militaires aux problèmes mondiaux, et plus généralement à une vie libre de la crainte et de la misère. L'organisation a son siège à New York et compte sur des associations affiliées dans 17 pays et des membres dans plus de 50 pays.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation est consciente que la dignité inhérente à tous les êtres humains et leurs droits égaux fondent la liberté, la justice et la paix dans le monde et que tout un chacun peut prétendre aux droits économiques, sociaux, culturels et à la sécurité indispensables à la dignité humaine et au libre épanouissement de la personnalité.

Dans le contexte de guerres et de conflits violents désorganisant le tissu social et économique des sociétés et interférant avec le bien-être des individus, ainsi que de politiques économiques et d'institutions prévenant ou atténuant cette violence ou y contribuant, et compte tenu de l'avis de l'organisation qui estime que sa discipline a une contribution positive à apporter à la paix et au bien-être des êtres humains, Économistes pour la paix et la sécurité cherche à :

a) Créer et promouvoir une meilleure compréhension et fraternité entre races, nations et classes; favoriser un désir de paix perpétuelle universelle de la part des nations du monde; promouvoir la tendance au désarmement mondial, notamment nucléaire, ainsi qu'à la réduction du stockage d'armements par l'ensemble des pays; appuyer les efforts visant à créer les incitations économiques à des relations pacifiques; promouvoir des approches collectives des conflits et problèmes de sécurité; encourager la soumission des différends internationaux à la négociation, l'arbitrage et le règlement judiciaire par les Nations Unies ou d'autres institutions multinationales en vue du règlement des litiges;

b) Travailler à des programmes d'éducation en relation avec les objectifs ci-dessus; se joindre à des partenariats avec les économistes et d'autres pour amener les décideurs et les défenseurs des citoyens à prendre conscience que les armes, nucléaires notamment, représentent une menace à l'existence de la vie humaine et de la civilisation, et que le désarmement et le développement sont des objectifs solidaires; enfin, promouvoir une compréhension accrue de l'éventail des causes, coûts et conséquences économiques d'un conflit violent;

c) Entreprendre une analyse économique rigoureuse et proposer d'autres possibilités d'actions pacifiques équitables; organiser des réunions et séminaires, publier des articles, échanger des avis avec les chercheurs ainsi que les représentants gouvernementaux et non gouvernementaux, et coopérer avec les organisations animées du même esprit dans les autres professions.

Changements à signaler

Aucun

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a contribué aux activités de l'Organisation des Nations Unies en participant à des réunions de l'American Economics Association notamment sur les thèmes suivants : données économiques de la cessation des guerres, et les femmes et la guerre (2007); condition des soldats, et changement climatique et ouragan Katrina (2008); sécurité mondiale et système financier mondial (2009); enfin crises financières mondiales passées, actuelles et futures, et planification et conception d'un avenir durable (2010). L'organisation a également participé à des réunions de l'Eastern Economics Association, dont en 2007, sur les données économiques de la guerre et de la paix; enfin sur la privatisation des guerres et conflits (2008). En 2010, elle a participé à une réunion de la Western Economics Association sur le changement climatique, la sécurité et la prospérité.

L'organisation a également contribué aux études sur l'Indice mondial de la paix de 2009 et 2010.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation a participé à des comités d'ONG sur le désarmement, les droits de l'homme, le développement social, l'éducation, le développement durable et le vieillissement.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant la période à l'examen, le bulletin de l'organisation a proposé des articles sur les enjeux suivants : eau (2007), prévention, règlement et transformation des conflits (2008), conflit et entrepreneuriat (2009) et emplois, investissement et énergie (2010).

11. Euromontana

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

Euromontana est une association multisectorielle européenne œuvrant à la coopération et à la mise en valeur des territoires montagneux. Elle regroupe des organisations, régionales ou nationales, spécialisées dans les territoires montagneux de l'ensemble de l'Europe, notamment des organismes de développement régional, des collectivités locales, des organisations agricoles, des organismes de protection de l'environnement et des organisations de foresterie et instituts de recherche.

L'organisation compte quelque 70 organisations membres dans 15 pays.

Cette diversité enrichit la réflexion d'Euromontana sur le développement durable des zones montagneuses ainsi que les échanges d'expériences/informations dynamiques au sein du réseau.

Buts et objectifs de l'organisation

Euromontana a pour mission de promouvoir la vie dans les montagnes, le développement intégré et durable, ainsi que la qualité de la vie dans les zones montagneuses.

Afin d'y parvenir, Euromontana favorise l'échange d'informations et d'expériences entre ces zones en organisant des séminaires et de grandes conférences; en conduisant et collaborant à des études; en développant, administrant et participant à des projets européens; enfin, en collaborant avec des institutions européennes aux enjeux des montagnes.

Changements à signaler

Aucun

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Euromontana s'est appliquée à promouvoir parmi ses membres la nécessité de participer au processus de consultation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20), et y a apporté ses contributions.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le représentant de l'organisation a participé à différentes réunions sur l'agriculture durable et le développement rural dans les régions montagneuses, organisées par la FAO à Rome en 2009. L'organisation a également participé à un séminaire, tenu à Vienne les 18 et 19 mai 2009, pour débattre des conclusions du rapport du 15 avril 2009 intitulé « Comment mieux rémunérer les ruraux des montagnes pour les externalités positives qu'ils fournissent : enseignements tirés de différentes études de cas en Europe et pertinence pour les régions montagneuses de l'Europe du Sud-Est et des Carpates ».

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Euromontana est membre du Partenariat international pour la montagne créé à l'initiative de la FAO à l'issue de l'Année internationale de la montagne en 2002. Elle est une alliance volontaire de partenaires vouée à l'amélioration de l'existence des populations montagnardes ainsi qu'à la protection des environnements montagneux dans le monde.

12. Centre européen pour le droit et la justice

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

Le Centre européen pour le droit et la justice est une ONG internationale vouée à la promotion et à la défense des droits de l'homme en Europe et dans le

monde. Outre son affiliation à l'American Center for Law and Justice aux États-Unis et au Centre slave pour le droit et la justice basée dans la Fédération de Russie, l'organisation est à présent également affiliée à l'African Centre for Law and Justice au Zimbabwe, à l'East-African Centre for Law and Justice au Kenya, ainsi qu'au Centre for Law and Justice au Pakistan.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé à l'examen périodique universel, soumettant les rapports de pays sur l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, l'Azerbaïdjan, le Bangladesh, le Bélarus, le Bhoutan, le Cambodge, la Chine, Cuba, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, la Géorgie, l'Inde, la Jordanie, le Kirghizistan, le Koweït, la Malaisie, le Mozambique, le Myanmar, le Népal, le Nigéria, Oman, le Pakistan, la République démocratique populaire lao, le Rwanda et la Turquie.

L'organisation a présenté des pétitions et a contribué aux initiatives suivantes dans le cadre du système des procédures spéciales :

- Rapport de 2008 de la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction concernant les questions de liberté religieuse en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, soumis en vue d'une mission d'établissement des faits;
- Rapport de 2008 sur les questions de persécution religieuse en Inde, soumis en vue d'une mission d'établissement des faits;
- Pétition de 2009 concernant les actes violents et non poursuivis à l'encontre de la minorité chrétienne pakistanaise, ainsi que la nécessité d'abroger ou de modifier les lois sur le blasphème;
- Pétition de 2010 présentée au nom de Mohamed Bishoy Hegazy lors de son procès contre la République arabe d'Égypte pour appuyer son droit de choisir son appartenance religieuse et d'obtenir une conversion reconnue par l'État en Égypte;
- Communication de 2009 au Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression concernant les violations par l'Iran des droits fondamentaux des citoyens qui protestent contre l'élection;
- Pétition de 2009 concernant la détention arbitraire et les mauvais traitements infligés aux citoyens par l'Iran ainsi que sa non-coopération avec les rapporteurs spéciaux;
- Communication de 2011 présentée demandant instamment la libération de Youcef Nadarkhani, condamné à mort pour apostasie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants ont participé aux sessions suivantes du Conseil des droits de l'homme pendant la période à l'examen :

- Quinzième session sur l'examen périodique universel de la Turquie;
- Neuvième et douzième sessions, pour débattre du Rapport du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, en particulier les graves

répercussions de l'islamophobie et son incidence sur l'exercice des droits des disciples de l'islam;

- Huitième session sur l'examen périodique universel du Pakistan pour discuter de l'incompatibilité entre la législation contre le blasphème et les droits de l'homme, ainsi que de l'examen périodique universel de l'Algérie pour débattre de la persécution des chrétiens;
- Sixième session pour débattre des violations du droit à la liberté de religion des minorités chrétiennes des territoires palestiniens occupés, ainsi que pour discuter du rapport du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

L'organisation a soumis des déclarations écrites au Conseil des droits de l'homme durant les sessions suivantes :

- Treizième session traitant de la résolution S-9/1 du Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés;
- Sixième session abordant la garantie juridique internationale du droit à choisir sa religion et changer d'appartenance religieuse, et analysant la promotion des droits de l'homme, des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, notamment le droit au développement.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation a apporté son concours à la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction en organisant des réunions dans le domaine des missions d'établissement des faits.

En 2008, les représentants de l'organisation ont participé à un séminaire sur la diffamation des religions organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. En 2010, en préparation des ateliers d'experts de 2011 sur l'interdiction de l'incitation à la haine nationaliste, raciale ou religieuse, l'organisation a débattu du droit du Conseil de l'Europe dans le cadre de la Convention européenne des droits de l'homme et a mis en avant les pratiques constitutionnelles, législatives et judiciaires pertinentes. En 2008, l'organisation a contribué à expliciter la principale orientation de la résolution du Conseil des droits de l'homme relative à la lutte contre la diffamation des religions.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a appuyé la mise en œuvre des objectifs en mettant en avant l'état de droit, la liberté, ainsi que les valeurs de tolérance, de pluralisme et de liberté de religion, conscience et expression.

13. Fédération des associations d'anciens fonctionnaires internationaux

Statut consultatif spécial octroyé en 1983

Introduction

Créée en 1975, la Fédération des associations d'anciens fonctionnaires internationaux est l'organe représentatif de 49 associations d'anciens fonctionnaires internationaux du système des Nations Unies dans le monde.

Buts et objectifs de l'organisation et principal mode d'action

L'organisation promeut les objectifs, principes, programmes et réalisations du système des Nations Unies dont le but premier est de défendre les intérêts de la communauté des anciens fonctionnaires internationaux via, notamment, la coopération avec la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et la participation du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de ses organes subsidiaires.

Changements à signaler

Douze associations ont rejoint l'organisation depuis 2008, étendant ainsi son rayon d'action dans les pays en développement.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Via des activités de défense et de promotion de ses associations membres à l'appui de l'action de l'ONU, l'organisation a contribué aux activités de l'ONU en :

- Rendant publiques les dernières évolutions au niveau mondial, y compris les progrès dans la mise en œuvre des objectifs, via des périodiques, bulletins et sites Web;
- Organisant des groupes d'étude, panels et séminaires, aboutissant à des publications couvrant des enjeux mondiaux;
- Transmettant des connaissances partagées/expériences passées au personnel du système des Nations Unies;
- Collaborant avec les autres ONG à la promotion des questions liées au vieillissement et à l'égalité des sexes;
- Instituant un panel pour la Journée internationale de la femme à Paris en 2008 sur les femmes dans les relations internationales;
- Mettant en place un groupe pour célébrer le vingtième anniversaire de l'indépendance de la Namibie et le rôle des Nations Unies à cet effet;
- Visitant le Centre chinois de réadaptation et de recherche pour les enfants sourds avec offre d'un appui généreux;
- Participant au Forum urbain mondial III, organisé à Rio de Janeiro au Brésil en 2009, et en parvenant à faire inscrire dans le document final la question des personnes âgées et de leurs besoins en services d'établissements humains;
- Fournissant une assistance humanitaire aux activités visant à lutter contre la toxicomanie et l'alcoolisme, à appuyer les établissements humains et à placer

deux enfants affectés par le tsunami de 2005 en foyer d'accueil de type familial, à dispenser une formation professionnelle et à octroyer une bourse d'études internationales;

- Organisant des réunions, à Genève et Mexico en 2010 respectivement, sur les personnes âgées et en promouvant une meilleure nutrition pour une amélioration de la qualité de vie;
- Offrant de mobiliser des volontaires pour les activités d'urgence des Nations Unies d'aide à Haïti après le tremblement de terre de 2009; l'organisation a reçu des félicitations pour cette activité de la part de responsables des Nations Unis, notamment du Secrétaire général;
- Apportant sa collaboration annuelle aux séminaires de préparation à la retraite proposés par le Bureau des ressources humaines du Secrétariat;
- Apportant sa contribution à la lettre annuelle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à tous les participants et bénéficiaires.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a :

- Assisté/participé régulièrement aux réunions des Nations Unies à New York, Genève et Vienne sur les objectifs du Millénaire pour le développement, l'égalité des sexes, le vieillissement, le développement durable, les établissements humains, les droits de l'homme, le changement climatique, le VIH/SIDA et les ONG;
- Participé à la session annuelle du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, de son comité permanent, des groupes de travail et du comité d'audit, de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux, de la Commission de la fonction publique internationale et du Comité de coordination des associations et syndicats internationaux du personnel;
- Présenté une déclaration commune en 2009 sur l'égalité des sexes lors du débat du Conseil des droits de l'homme consacré aux questions diverses concernant les droits économiques, sociaux et culturels;
- Participé aux réunions régionales de 2009 de la Commission de la condition de la femme, défendant la prise en compte des personnes âgées dans les conclusions concertées.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec le secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le Service des assurances et des décaissements des Nations Unies sur le régime d'assurance maladie après la cessation de service et le Comité des assurances de haut niveau. L'organisation a aussi collaboré étroitement avec le Groupe des relations avec les organisations non gouvernementales du Département de l'information à la fin de promouvoir l'action des Nations Unies. Elle a contribué financièrement à l'action des entités des Nations Unies en réponse aux crises humanitaires, en particulier après les graves catastrophes naturelles, et a procédé à la collecte de vêtements, couvertures,

chaussures, jouets et livres destinés aux camps de réfugiés, avec le concours de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et du HCR. Étant donné leurs expériences, compétences et aptitudes linguistiques, les entités des Nations Unies exigent souvent des membres de l'organisation de se porter volontaires à des activités, notamment pour des interventions en public et des activités de mentorat, de formation, et d'inscription des participants aux réunions.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Via les bulletins/publications de ses membres, l'organisation n'a cessé de rendre publics les efforts des Nations Unies visant à atteindre les objectifs, encourageant leur concours à l'échelon local, national et international. Dans le cadre de ses actions en matière de sensibilisation, ses associations membres ont promu et observé un certain nombre de manifestations commémoratives, notamment, la Journée des Nations Unies, la Journée des droits de l'homme, la Journée internationale des personnes âgées, la Journée internationale de la femme, la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la Journée mondiale de la lutte contre le sida, la Journée mondiale de l'habitat, la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté et la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste.

Informations supplémentaires

Sa bonne connaissance du système des Nations Unies permet à l'organisation de jouer un rôle unique au sein de la communauté internationale, tenant lieu de mémoire institutionnelle, de réseau mondial encourageant l'aide aux Nations Unies, ainsi que de force novatrice. Ses membres enseignent les affaires internationales dans les universités, informent les délégués des Nations Unies, donnent des conférences sur la santé et de multiples thèmes, et promeuvent un système des Nations Unies plus fort et meilleur.

14. Focus on the Family (Canada)

Statut consultatif spécial accordé en 2003

Introduction

Focus on the Family (Canada) a pour objectif d'aider à l'épanouissement des familles. L'organisation intervient pour l'essentiel au Canada, mais est consciente que la question de la famille est d'une portée internationale et collabore ainsi avec des partenaires internationaux à l'appui de la famille dans le monde.

Buts et objectifs de l'organisation et principal mode d'action

Focus on the Family (Canada) est le porte-parole de toutes les familles canadiennes pour les questions relatives à leurs droits et à leur indépendance. S'appuyant sur les principes judéo-chrétiens de notre civilisation, elle estime que les familles et les individus ont le droit de choisir leur destinée. Elle fournit à cet égard un appui, au niveau éducatif, pour ce qui est des droits économiques et sociaux des familles au Canada, et défend ces droits à l'échelle nationale.

L'organisation défend par ailleurs la dignité de l'être humain et le droit de chacun à choisir sa destinée en matière de droits éducatifs, économiques et sociaux.

Changements à signaler

Depuis 2006, année où Focus on the Family (Canada) a créé l'Institute of Marriage and Family (Canada), division axée sur la recherche des politiques et qui s'intéresse tout particulièrement aux questions relatives à la famille, l'organisation s'est employée particulièrement à communiquer aux gouvernements, aux médias ainsi qu'à tous les Canadiens des données crédibles acquises via la recherche à l'appui du mariage père-mère et d'une vie familiale.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En mars 2008, un représentant de l'Institute of Marriage and Family (Canada) a participé aux sessions de la Commission de la condition de la femme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les contraintes budgétaires n'ont pas permis une participation formelle aux dernières réunions de l'ONU.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation a régulièrement suivi les activités et les rapports mis en avant par les Nations Unies.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Consciente de la contribution positive de familles solides et en bonne santé à la lutte contre la pauvreté, l'augmentation du niveau d'instruction, l'instauration d'environnements sûrs et la promotion de la santé, l'organisation n'a cessé de mener des activités de recherche et de sensibilisation en faveur de politiques et de comportements conduisant à des familles solides et en bonne santé au Canada, et a mis à profit pour ce faire notamment ses affiliations dans le monde. Pour y parvenir, elle a mené des campagnes de sensibilisation du public, elle est intervenue auprès des comités gouvernementaux du Canada, a organisé des réunions internationales sur le partage de l'information, a mis en place des programmes éducatifs, a organisé des manifestations, a offert des ressources aux parents et a diffusé des informations à la radio ou en ligne.

L'organisation a mis en œuvre et promu un programme « Kids of Integrity » qui propose un cadre de ressources gratuites conçues pour aider à accompagner et encourager les enfants à avoir confiance en eux et à se doter d'une dimension éthique et personnelle claire.

L'organisation est intervenue devant le Gouvernement du Canada pour défendre avec succès le report de l'âge légal de consentement à des relations sexuelles de 14 à 16 ans, rendre compte du rôle des parents dans la discipline de leurs enfants et décrire la situation en matière de garde d'enfants au Canada et son incidence sur les familles canadiennes.

L'organisation a préconisé des réformes du régime d'imposition du Canada dans la mesure où il intéresse les familles. Ce programme de communication a été en cours pendant les quatre dernières années et a désormais abouti à l'accord du Gouvernement de le proposer en 2015.

L'organisation a régulièrement tenu des réunions avec les organismes internationaux pour faire le bilan des questions de justice sociale (pauvreté,

éducation, logement, emploi) en vue de mieux les saisir et de chercher des solutions applicables au Canada.

Informations supplémentaires

Aucune

15. Howard Center for Family, Religion and Society

Statut consultatif spécial accordé en 2003

Introduction

Le Howard Center for Family, Religion & Society est un centre de recherche à but non lucratif situé à Rockford dans l'Illinois aux États-Unis. L'organisation estime que la famille naturelle est l'unité fondamentale de la société et met l'accent sur la recherche et l'analyse du sens de cette affirmation.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Lors de ses travaux au cours des sessions de la Commission du développement social, de la Commission de la condition de la femme et de la Commission de la population et du développement, l'organisation a collaboré avec les délégués et plusieurs autres groupes pour promouvoir les politiques et le discours pro-famille. Lors des réunions, elle a été en mesure d'influer grandement sur le document final. Tout particulièrement, dans les conclusions concertées de la session de la Commission de la condition de la femme, elle a été en mesure d'encourager un langage propice à la famille. Elle a également présenté une déclaration à la Commission de la condition de la femme, demandant instamment que le bien-être des enfants de sexe féminin soit pris en compte dans le contexte plus large de la famille.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période à l'examen, l'organisation a participé à des sessions de la Commission de la condition de la femme, de la Commission de la population et du développement, de la Commission du développement social (New York) et du Conseil des droits de l'homme (Genève), collaborant avec des ambassadeurs et des délégués en apportant sur demande sa contribution et ses ressources sur de multiples politiques et questions pour renforcer et protéger les familles, les enfants et les femmes et promouvoir la famille en tant qu'unité fondamentale de la société.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation a tenu deux manifestations parallèles, notamment une présentation sur la maternité et une projection du documentaire « The New Economic Reality: Demographic Winter ». Elle a également fourni personnellement des ressources en matière de politiques familiales (notamment un guide de ressources pro-famille africain).

En 2008, durant les commémorations du sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'organisation a promu la question de la famille et a créé et fourni, aux principaux délégués ainsi qu'au chef de l'UNICEF, des matériels didactiques encourageant la protection et la promotion de la famille.

L'organisation a également œuvré avec les délégations africaines aux politiques de renforcement de la famille dans des pays particuliers. Elle a coopéré avec les organisations et les dirigeants africains à qui elle a offert des ressources pour inciter à la création et à l'application des politiques nationales dans les capitales africaines en vue de renforcer la famille, notamment en apportant une contribution à la nouvelle constitution kenyane avant et après son adoption.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation s'emploie actuellement à finaliser une publication de 320 pages intitulée « The family and the Millennium Development Goals: using family capital to achieve the Millennium Development Goals ». La publication est financée par l'Institut international de Doha pour l'étude de la famille et le développement et sera mise en place lors de la session de 2012 de la Commission du développement social.

Informations supplémentaires

Le Howard Center participe également aux questions liées au développement durable et contribuera au processus de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20), l'accent étant mis sur l'offre de solutions pratiques pour les petites exploitations agricoles familiales en vue d'atténuer la pauvreté en milieu rural.
